



**- MUNICIPALES 2026 –
QUESTIONNAIRE AUX LISTES SE PRESENTANT AU SUFFRAGE
sur Mont de Marsan / Agglo du Marsan CAM**

Vous allez conduire une liste aux élections municipales 2026.

1 - A cette occasion, nos associations ont décidé d'informer la population de vos positions concernant le projet de LGV qui envisage de traverser notre territoire.

Aussi nous vous sollicitons pour que vous cochiez la case correspondante :

☐

si vous êtes favorable à cette voie nouvelle

☐

ou si vous êtes favorable à la modernisation des voies existantes

2 - Si vous êtes élu.e, vous engagez-vous à porter auprès du Conseil d'Agglomération du Marsan dès après l'élection, une demande de Moratoire sur les versements au Plan de financement du GPSO ?

OUI

☐

NON

☐

3 - Si vous êtes élu.e, vous engagez-vous à signer l'Appel d'Irun lancé par les maires d'Irun, Bayonne et Bordeaux en faveur de la modernisation des voies existantes ? (cet appel a déjà été signé par 628 élus, dont 89 Landais)

OUI

☐

NON

☐

4 - Êtes-vous prêt à tout mettre en oeuvre pour remettre en état et faire fonctionner la ligne Mont de Marsan / Tarbes pour le trafic marchand ET voyageurs.

OUI

☐

NON

☐

Pour la liste : nom et référencement politique

"

"

La tête de liste: nom et signature

➔ **Évidemment vous pouvez expliciter ici votre position :**

➔ **C'est d'ailleurs ce que nous nous proposons de faire en quelques lignes sur quelques points qui nous semblent importants de vous signaler.**

Tout d'abord, nous vous rappelons que le Conseil d' Orientation des Infrastructures (COI) a pris la position suivante qui nous semble pertinente :

« L'opportunité de ligne nouvelle Bordeaux-Dax doit être réinterrogée à plus longue échéance. Il semble en effet au Conseil que moyennant des travaux de relèvement de vitesse sur la ligne classique, il est possible d'obtenir quasiment les mêmes bénéfices qu'une ligne nouvelle à un coût bien moindre. Dans les faits, l'infrastructure nouvelle ici ne serait justifiable que par la saturation de la ligne existante, notamment pour répondre aux besoins du fret, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui et ne semble pas envisageable avant un horizon lointain. »

Le déni démocratique - De fait il n'y a pas eu encore d'enquête publique sur le tronçon Dax-Bidassoa et cet horizon transfrontalier susceptible d'amener les subventions européennes prévues n'a aucune réalité. - En revanche, il y a eu une enquête publique sur la LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax. Une vingtaine de commissaires enquêteurs ont donné un avis négatif, ce qui n'a pas empêché monsieur Vidalies de passer outre et de signer une Déclaration d'Utilité Publique. Aujourd'hui, le déni démocratique est patent et bien référencé.

Les dessertes et le gain de temps - Ces commissaires enquêteurs ont montré comme nous qu'il n'y avait pas de gains de temps entre Bordeaux et le Pays Basque, avec 33 km de plus que la ligne existante. RFF a même reconnu lors de l'enquête publique qu'un investissement supplémentaire de 50ME Permettrait de gagner 2 à 3 minutes sur la LGV (53 minutes contre 55). Sachant que le coût Bordeaux Dax représente plus de 5 Mds€ sur les 14 Mds€ annoncés. Un TGV met 15 km pour atteindre sa vitesse de croisière et 15 km avant de s'arrêter. Il n'y aura pas de liaison Dax Lucbardez car il n'existe pas de matériel pour SRGV. De plus, les SRGV sont refusés par l'Occitanie. L'objectif du GPSO n'est pas d'irriguer les Landes mais de permettre leur traversée à très grande vitesse pour la mise en place du corridor européen entre capitales.

Le « désenclavement » et le développement économique - Nulle part, pour les villes moyennes, et à fortiori avec des gares nouvelles en « rase campagne », les promesses de dessertes n'ont été tenues. - Aucune LGV n'a « désenclavé » les agglomérations moyennes à gare excentrée, ni apporté de développement économique, ne faisant que déplacer les offres commerciales.

Ici, la désillusion sera du voyage...Le mécontentement est à la clef, comme il s'est manifesté à Angoulême, Poitiers, Châtellerauld et autres villes moyennes après la mise en service de la LGV Tours-Bdx.

« Toulouse l'enclavée », vient de dépasser Lyon la première ville LGV de France. Toulouse est la 3^o agglomération Française. Dans le dernier classement, Lille était 10^o avec 2 LGV internationales, alors que, sans LGV, Bordeaux et Nantes étaient 9^o, et 6^o.

La gestion des finances publiques et les nécessaires choix pour l'intérêt général - Un énorme effort budgétaire va être demandé en situation financière contrainte – Vous connaissez le mauvais état des finances locales, ainsi que le désengagement de l'État sur sa quote-part de 40 % au Plan de financement du GPSO, alors que l'UE n'a rien promis sur l'hypothèse des 20 % contrairement aux affirmations.

- Dans ce contexte, **le Marsan se trouve en danger immédiat de devoir, comme les autres collectivités, éponger les surcoûts annoncés publiquement récemment**, car c'est ce qui a été fort imprudemment signé malgré nos alertes: la défaillance de l'État, la part absente de l'UE, l'inflation sur les coûts des travaux, les coûts de gestion de la SGPSO, les intérêts d'emprunts.... Ainsi, selon les calculs effectués, le montant de 14,3 Mds d'€ annoncé dépasserait maintenant les 28Mds d'€ hors inflation, une folie hypothéquant d'autres investissements indispensables !

Or, la fiscalité locale (taxes), les besoins en investissement, et la qualité des services au public ne sauraient être les variables d'ajustement d'un tel gouffre financier !

Si vous engagez la collectivité sur cette gabegie budgétaire pour la nouvelle mandature, les électeurs doivent en être informés.

Nous vous remercions de bien vouloir nous répondre pour le 8 mars minuit dernier délai : *retour par courriel à l'adresse d'envoi de ce questionnaire*